



UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE D'INDRE ET LOIRE

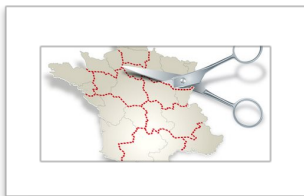
La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin

Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00

udfo37@force-ouvriere.fr

<http://37.force-ouvriere.org>

ABANDON DE MISSIONS...PRIVATISATIONS DES SERVICES PUBLICS SUPPRESSIONS DE POSTES,



CE QU'IL FAUT SAVOIR !



UN GOUVERNEMENT, DES MINISTRES qui REFUSENT D'ENTENDRE et DISENT NON à nos REVENDICATIONS

A l'issue de la grève dans la FONCTION PUBLIQUE du 10 octobre 2017, le gouvernement MACRON et le ministre Gérald DARMANIN ont refusé de répondre à nos demandes légitimes et ont confirmé leurs choix :

- **Pas d'augmentation du point d'indice**
- **Maintien du jour de carence**
- **Suppression de la moitié des contrats aidés...**

Le gouvernement va plus loin et annonce :

- **SUPPRESSION de 120.000 POSTES dans la FONCTION PUBLIQUE**
- **50.000 emplois dans la FONCTION PUBLIQUE d'ETAT**
- **70.000 emplois dans la FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE (le chiffre est aléatoire en raison de la libre administration des collectivités)**

Des pénalités seront prévues pour les collectivités « ne jouant pas le jeu » des suppressions d'effectifs.

Selon le gouvernement il y a 300 collectivités responsables des « dérives » de recrutements massifs ces dernières années.

En clair : cela annonce une baisse de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat pour certaines collectivités. C'est ce que le Président appelle le « Pacte de confiance »

Le discours d'Emmanuel MACRON au Congrès des Maires le 23 Novembre 2017

Le Président a envisagé que « l'augmentation du point d'indice, décidée pour les fonctions publiques hospitalières et d'état, ne soit pas automatiquement applicable à toute la fonction publique territoriale ...en clair : c'est la dislocation de la Fonction Publique !

319 grosses collectivités mises à contribution pour 13 milliards d'euros

- Au nom de la contribution au redressement des finances publiques 13 Milliards d'Euros seront versés à l'Etat par 319 grosses collectivités (Régions, Départements, Métropoles-Agglomérations, grosses Intercommunalités et grosses Communes sur leur budget de fonctionnement)
- Les collectivités devront s'engager par contrat à ne pas augmenter leurs dépenses de fonctionnement de plus de 1,2% afin de dégager de quoi payer ces 13 Milliards...

en clair : c'est la fin de la démocratie communale, cela signifiera la baisse de la masse salariale des agents.

UNE NOUVEAUTE INQUIETANTE : LE PROJET ACTION PUBLIQUE 2022

Ce projet rassemble différentes instances et lieux de concertation « ACTION PUBLIQUE 2022 » a déjà dévoilé ses intentions.

En effet, le 1^{er} ministre par la circulaire du 26 septembre 2017 a décidé que le comité « ACTION PUBLIQUE (cap 2022) » devait réfléchir à l'avenir des services publics au regard des missions à abandonner ou privatiser

TOUT EST DIT !

31 personnes participent à ce comité et 3 personnalités (spécialement profilées!) le président :

- Véronique BEDAGUE-HAMILIUS secrétaire générale de Nexity et auparavant directrice de cabinet de l'ex 1^{er} ministre VALLS
- ROSS Mc INNES président du conseil d'administration de SAFRAN
- Frédéric MION haut fonctionnaire

(Précision : Aucune organisation syndicale ne participe à ce comité, elles seront auditionnées.)

Un des objectifs de ce comité c'est la réduction de 3 points de la dépense publique dans le PIB (produit intérieur brut), le ministre Le Maire prévoit une baisse de 80 milliards € des dépenses sur le quinquennat.

En clair : l'objectif principal du gouvernement c'est l'abandon des missions de service public et la privatisation. Les conséquences pour les personnels : des mobilités forcées, un impact sur les conditions de travail, la remise en cause des régimes indemnitaires et des incertitudes sur le déroulement de carrière.

Exemple :

Un processus de privatisation est déjà en route avec le contrôle du stationnement confié au secteur privé : A Tours, la société retenue sera rémunérée au forfait et à l'intéressement ! Actuellement les recettes s'élèvent à 3,6 millions d'Euros. Avec un contrôle plus poussé il y a « un joli potentiel financier » (comme dit la NR) au détriment des automobilistes encore un peu plus de racket.

L'Hôpital public : la Ministre de la santé a déclaré que les établissements sanitaires devront faire 1,6 milliards € d'économies supplémentaires en 2018, et que 30% des dépenses de soins médicaux seraient inutiles donc à supprimer ! La chirurgie ambulatoire devrait toucher 7 patients sur 10 vers 2022 d'où les plans de restructuration des CHRU comme à Tours, dans le cadre des GHT; Le gouvernement autorise les licenciements par suppression de postes dans la Fonction publique hospitalière par décret. Inacceptable, c'est maintenant qu'il faut arrêter toutes ces mesures et plans de destruction de nos droits !

FORCE OUVRIERE SYNDICAT LIBRE ET INDEPENDANT met tout en œuvre pour faire aboutir les intérêts de ses adhérents et des collègues de travail, il agit dans l'intérêt de tous les salariés (public et privé)

Quand la « concertation » ne permet pas de faire aboutir et progresser nos droits,

NOUS AFFIRMONS QUE SEUL LE RAPPORT DE FORCE peut faire céder le gouvernement.

Pour se défendre, seul on ne peut rien, Rejoignez le syndicat qui reste un syndicat : prenez contact avec : l'Union Départementale FORCE OUVRIERE 37 (voir recto)

LE SAVIEZ VOUS ?

- *contrairement à ce qui est souvent affirmé, la France n'est pas le pays qui comporte le plus d'emplois publics au sein de l'OCDE*
- *la France occupe le 7^{ème} rang pour le poids des rémunérations publiques en comparaison avec 19 pays en Europe et au-delà*

Dernière Minute ...

Le Gouvernement enfonce le clou dans un décret du 29 décembre, il autorise les préfets via une expérimentation dans plusieurs régions et départements, à exercer un droit dérogatoire qui leur permet de prendre des décisions non réglementaires sur 7 thèmes précis qui touchent par exemple à l'aménagement de la ville et du territoire, en passant par les subventions et dispositifs de soutien aux collectivités associations, à l'environnement, l'emploi et l'activité économique...FO dénonce cette politique et l'acharnement à vouloir détruire le service public républicain basé sur l'égalité de droits entre les citoyens. C'est le virus du libéralisme et du régionalisme dans le service public, c'est l'inégalité républicaine proclamée !

ADHEREZ A FORCE OUVRIERE ! VOTEZ POUR LES LISTES FO !